



**MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale de l'offre de soins

Sous-direction de la régulation de l'offre de soins

Bureau de la synthèse organisationnelle et financière (R1)

Personne chargée du dossier : Olivia BRANCO

mél. Olivia.branco@sante.gouv.fr

Le ministre des solidarités et de la santé

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des
agences régionales de santé (pour mise en œuvre)

Monsieur le directeur général de la Caisse des dépôts et
consignations (pour information)

CIRCULAIRE N° DGOS/R1/2020/137 du 4 août 2020 relative à la première délégation des crédits
du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés au titre de l'année 2020.

Date d'application : immédiate

VISA CNP : Validée par le CNP le 17 juillet 2020 - Visa CNP 2020-64

NOR : SSAH2020907C

Classement thématique : établissements de santé – Gestion

Déposée sur le site circulaire.legifrance.gouv.fr : oui

Catégorie : Mise en œuvre des réformes et des politiques publiques comportant des objectifs, orientations ou calendrier d'exécution

Mention Outre-mer : ces dispositions s'appliquent aux départements et territoires ultramarins, à l'exception de la Polynésie française, de la Nouvelle Calédonie, et de Wallis et Futuna

Résumé : Délégation des crédits du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP) et modalités d'attribution par les agences régionales de santé aux établissements éligibles

Mots-clés : fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, investissements, programme hôpital numérique

Textes de référence : <ul style="list-style-type: none"> • Loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié ; • Loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017, notamment son article 100 ; • Décret n° 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ; • Instruction n° SG/HFDS/2016/340 du 4 novembre 2016 relative aux mesures de sécurisation dans les établissements de santé • Instruction n° DGOS/PF/MSIOS/2013/225 du 4 juin 2013 relative au lancement opérationnel du volet de financement du programme hôpital numérique ;
Textes abrogés : néant
Textes modifiés : néant
Annexe 1 : Répartition régionale des crédits du FMESPP 2020 et ventilation par type de mesures
Diffusion : agences régionales de santé

La présente circulaire délègue et répartit pour chaque région, au titre de l'année 2020, un montant de **25,2M€** de crédits FMESPP.

Les mesures faisant l'objet d'un financement

a) La sécurisation des établissements de santé

Le contexte actuel, marqué, par la forte implication du système de santé pour faire face à l'épidémie de COVID-19, une menace terroriste toujours élevée et les récents attentats imposent une vigilance accrue et nécessitent de poursuivre, sur l'ensemble du territoire, la mise en œuvre effective de mesures particulières de sécurisation au sein des établissements de santé.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action relatif à la sécurisation des établissements de santé, un financement en crédits FMESPP de **25 millions d'euros** par an est mis en place depuis 2017 pour l'ensemble du territoire sur la base d'appels à projet pilotés au niveau régional. La présente délégation vous alloue ainsi la quatrième tranche de ces financements.

Vous devrez reconduire ces crédits vers la sécurisation des sites à protéger en priorité selon les critères portant sur les appels à projet qui vous ont été précédemment communiqués

b) Les aires de poser

L'amélioration du maillage territorial des sites accessibles aux HéliSMUR et aux hélicoptères d'État ainsi que la sécurisation et le renforcement de l'accessibilité des aires de poser hospitalières existantes sont des éléments déterminants pour assurer l'effectivité de l'activité HéliSMUR en toute sécurité, dans l'intérêt des patients comme des équipages.

La DGOS, en lien avec la direction de la sécurité de l'aviation civile (DSAC), a sensibilisé les ARS et les établissements de santé à la réglementation applicable par l'instruction DGOS/R2 n° 2014-274 du 26 septembre 2014 relative à l'activité HéliSMUR et les plateformes hospitalières. La mise en conformité des plateformes hospitalières (hélistations et hélisurfaces) y est fixée comme objectif qu'il est nécessaire de poursuivre pour améliorer la sécurité.

Pour accompagner la sécurisation et la modernisation des aires de poser, un plan pluriannuel de financement FMESPP via les ARS a été mis en place en 2017. Les ARS sont invitées à piloter une démarche d'analyse du réseau des aires de poser et à dégager des perspectives sur leur région. Les crédits prévus sont délégués sur sollicitation des ARS en fonction des projets de modernisation présentés.

Dans le cadre de la première délégation de crédits FMESPP pour 2020, le projet de l'ARS Occitanie a été retenu par la DGOS. Elle bénéficie à ce titre d'une délégation de 220 000 euros afin d'accompagner les établissements pour la mise aux normes d'aires de poser HéliSMUR de la région, notamment l'hélicoptère du CHU de Montpellier.

Les modalités de gestion des subventions

Les dispositions du décret n°2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au FMESPP s'appliquent à l'ensemble des crédits FMESPP qui vous sont délégués depuis le 1^{er} janvier 2014. Vous veillerez à vous y référer pour toute attribution de subvention de crédits alloués par la présente circulaire.

J'appelle néanmoins votre attention sur les éléments suivants.

c) L'attribution de la subvention

L'attribution de la subvention FMESPP doit être prévue par un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) de l'établissement ou, en son absence, par un engagement contractuel ad hoc. Conformément au décret sus mentionné, cet avenant ou engagement contractuel doit notamment préciser « *la nature, l'objet, [...] et le calendrier de la réalisation de l'opération subventionnée* ». A cette fin, doivent notamment apparaître :

- les modalités de versement précises, notamment si elles font l'objet d'une disposition dérogatoire au décret n°2013-1217 ;
- la définition précise du périmètre de l'opération subventionnée ;
- les dates de début et de fin prévisionnelles de l'opération subventionnée ;
- l'intégration du coût des études préalables, s'il y a lieu ;
- dans le cas d'opérations d'investissements immobiliers, et s'il y a lieu, le recours à un mandataire pour la réalisation de l'opération.

Je vous rappelle que cet avenant ou cet engagement doit être pris dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente circulaire. Le montant de la subvention doit impérativement être saisi dans le même délai par vos services dans l'outil e-CDC, sous peine de considérer ces crédits comme déchus. Cette saisine est également un préalable nécessaire au paiement de la subvention déléguée.

d) Le versement de la subvention

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) verse à l'établissement concerné, à sa demande, la somme correspondant au montant de la subvention ou de l'avance du fonds, dans les conditions prévues par l'avenant ou l'engagement contractuel. Conformément au décret sus mentionné, le versement de la subvention se fait dorénavant au fur et à mesure de la présentation par le bénéficiaire de la subvention des pièces justifiant des dépenses engagées.

La réalisation des opérations d'investissements immobiliers peut faire l'objet d'une convention de mandat entre le bénéficiaire de la subvention (le mandant) et un tiers (le mandataire). Ce type de procédure implique que le mandataire émette des demandes d'avance au mandant, afin de lui permettre de payer les dépenses liées à l'opération. Dans ce cas, le bénéficiaire présente simultanément à la CDC la demande d'avance du mandant, certifiée par son comptable public, et les justificatifs des paiements qui s'y rattachent, fournis par son mandataire et certifiés par le comptable de ce dernier. La seule présentation des demandes d'avance ne pourra donner lieu à versement par la CDC.

Dans tous les cas, le bénéficiaire de la subvention doit joindre à l'appui de sa demande l'avenant ou l'engagement contractuel ainsi que les pièces requises. Toutefois, par exception à ce principe, vous voudrez bien noter le cas particulier suivant :

Objet de la subvention	Modalités particulières
HOP'EN : amorçage des projets	Pour les engagements contractuels signés en 2019, les justificatifs admis seront les factures datant de 2018 et 2019 (en complément des factures postérieures à la circulaire).

e) La déchéance des crédits délégués

Conformément au IV. de l'article 40 modifié de la loi du 23 décembre 2000 sus mentionnée, une double déchéance s'applique aux crédits FMESPP qui vous sont délégués :

- une déchéance annuelle qui porte sur l'engagement des crédits qui vous sont délégués. Ce délai court à compter de la date de publication de la présente circulaire ;
- une déchéance triennale qui s'applique aux demandes de paiement des subventions par les établissements. Cette prescription court à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la date de l'engagement des crédits par l'ARS. L'établissement qui n'a pas procédé à la demande de paiement auprès de la CDC dans ce délai perd alors son droit de tirage.

Vous voudrez bien me tenir informé des difficultés que vous pourriez rencontrer lors de la mise en œuvre de la présente circulaire.

Le Ministre des solidarités et de la santé

signé

Olivier VERAN

ANNEXE 1 -1ère circulaire FMESPP 2020

Les montants sont en euros

Ventilation par agence Régionale de santé	Sécurisation des établissements de santé	Hélicimur (aires de poser)	Total délégations
Auvergne Rhône Alpes	2 000 000,0		2 000 000,0
Bourgogne Franche-Comté	1 000 000,0		1 000 000,0
Bretagne	1 000 000,0		1 000 000,0
Centre Val de Loire	1 000 000,0		1 000 000,0
Corse	200 000,0		200 000,0
Grand Est	2 000 000,0		2 000 000,0
Hauts-de-France	2 000 000,0		2 000 000,0
Île-de-France	6 000 000,0		6 000 000,0
Normandie	1 000 000,0		1 000 000,0
Nouvelle Aquitaine	2 000 000,0		2 000 000,0
Occitanie	2 000 000,0	220 000,0	2 220 000,0
Pays de la Loire	1 000 000,0		1 000 000,0
Provence Alpes Côte d'Azur	3 000 000,0		3 000 000,0
France métropolitaine	24 200 000,0	220 000,0	24 420 000,0
Guadeloupe	200 000,0		200 000,0
Guyane	200 000,0		200 000,0
Martinique	200 000,0		200 000,0
Mayotte	50 000,0		50 000,0
La Réunion	150 000,0		150 000,0
DOM	800 000,0	0,0	800 000,0
Total des dotations régionales	25 000 000,0	220 000,0	25 220 000,0